Oui, il faut défendre les Murray

Au moment de boucler le numéro, la Cour Suprême de Dublin, siégeant depuis le 1er novembre, n'avait toujours pas rendu son verdict sur le recours en cassation de Noël et Marie Murray, condamnés à mort par la Cour Criminelle Spéciale de Dublin le 9 juin 1976.

Qui sont les Murray ? Des « criminels » pour le pouvoir – tous les pouvoirs irlandais, que ce soit le gouvernement ou les deux IRA –, des anti-impérialistes pour l'extrême gauche européenne, qui en parle bien peu (un article dans *Libération* du 26 juillet, quelques autres dans *Rouge* et *Le Quotidien du Peuple*, c'est-à-dire rien).

Il est vrai que l'Irlande gêne : trop lointaine pour comprendre un conflit qui s'éternise au Nord (guerre de religions ? révolution nationale avortée ?) ; trop proche pour que l'affrontement sanguinaire entre communautés (près de 1 700 morts en 7 ans, dont plus de 250 depuis le début de l'année, pour 1 500 000 habitants en Irlande du Nord) puisse être aisément escamoté, comme au Liban, sous le voile pudique et acceptable d'une guerre civile entre « gauche » et « droite ».

Mais qui sont les Murray ? Car si l'Irlande gêne, c'est en fait leur personnalité qui gêne tout le monde bien plus encore. Noël a 27 ans, Marie en a 28. Tous deux sont originaires d'Irlande du Sud et se sont intéressés très tôt au sort d'une province – l'Irlande du Nord – alors laissée pour compte dans le jeu politique du Sud : par les politiciens en place, bien sûr, mais aussi par le Mouvement Républicain (IRA et Sinn Fein) lui-même, tombé depuis 1963, sous la coupe des staliniens locaux. Noël Murray adhéra au mouvement en 1966. Marie Mac Philipps en 1958. Ils se donnèrent avec ardeur à la

cause d'une République des Travailleurs dans une Irlande réunifiée, avec d'autant moins d'arrière-pensées que l'idéal républicain est pratiquement le seul à s'offrir aux jeunes qui refusent le cadre des institutions établies : en Irlande, être révolutionnaire signifie d'abord, et tout naturellement, lutter contre l'occupant britannique au Nord, et contre la bourgeoisie capitularde et vendue du Sud.

Noël et Marie Murray (mariés en 1973) ont commis un crime impardonnable : fidèles au Mouvement Républicain « officiel » lors de la scission des « Provisoires » en 1970 (Marie sera membre du comité régional de Dublin de 1970 à 1973, assurant le poste de trésorière en 1971-72), ils n'ont plus supporté les tournants d'une ligne à nouveau reprise en main par les staliniens, et ont quitté le Mouvement Républicain en 1973, pour continuer la lutte comme ils l'entendaient : attaques de banques pour alimenter les caisses du groupe et financer la propagande et les actions directes. Dans une atmosphère de guerre civile, où l'action politique est inséparable de l'action militaire (avec les formes d'organisation et de discipline que cela implique), leur trahison était de ne plus faire cela pour le compte de leurs maîtres « officiels », mais au sein d'un groupe anarchiste de Dublin, le « New Earth Collective ». Ils étaient désormais isolés, et la proie facile de tous les pouvoirs.

En juillet 1974, ils sont arrêtés avec d'autres membres du groupe (dont Des Keane, Bob Cullen, Columba Longmore, toujours détenus à la prison militaire du Curragh), inculpés de hold-up et du mitraillage de l'ambassade d'Espagne à Dublin (lors de l'exécution de Puig Antich). Relâchés sous caution, ils passèrent dans la clandestinité dès le mois de novembre, sous le nom de John et Ann Finley. Ils semblent avoir mené une vie relativement rangée, à une époque où la coalition gouvernementale (au pouvoir depuis février 1973), dominée par le parti conservateur Fine Gael, avec la participation du Parti Travailliste Irlandais, intensifiait la répression

contre tous les groupes contestataires, et les gestes de bonne volonté (coopération « antiterroriste ») à l'égard des autorités britanniques. L'occasion rêvée de faire un exemple advint le 11 septembre 1975, lors d'une attaque de banque dans la banlieue de Dublin. Le policier Michael Reynolds, qui passait par là avec sa famille (de repos ce jour-là, il allait toucher sa solde), poursuivit le commando des attaquants, et fut abattu.

Sans autres indications que de vagues signalements, la police multiplia les perquisitions dans les milieux gauchistes et anarchistes, décidant de frapper un grand coup le 8 octobre, avec l'arrestation de Ronan Stenson et des Murray. Interrogés brutalement pendant toute la journée (Noël Murray eut la tête plongée dans les excréments d'une cuvette de w.-c. par des policiers déchaînés qui menaçaient de l'y noyer), ils finirent par signer n'importe quoi. Ces « aveux » constituant les seules preuves retenues contre eux, des pièces à conviction décisives furent « ajoutées » au tableau de chasse de la perquisition de leurs domiciles : ainsi le pistolet qui aurait servi à tuer Reynolds, en fait retrouvé lors d'une perquisition absolument distincte, à 10 km de là !

Gardés au secret plus de six mois, malgré les communiqués trompeurs d'un gouvernement qui affirmait qu'ils « jouissaient de tous les privilèges accordés aux prisonniers politiques », ils subirent une parodie de jugement devant la Cour Criminelle Spéciale. Cette juridiction d'exception, qui traite des atteintes à la sûreté de l'État, siège sans jury, sous la présidence d'un ancien magistrat de 76 ans, le juge Pringle, rappelé spécialement de la retraite pour cette besogne ; les deux autres juges sont nommés directement par le gouvernement, et la parole d'honneur des policiers y vaut toutes les preuves. Le gouvernement, après avoir accordé des obsèques nationales au policier Reynolds, et monté l'affaire en épingle, voulait la tête des inculpés. Les juges lui offrirent celles de Noël et Marie Murray. Ronan Stenson, lui, leur avait

échappé, en perdant la tête d'une autre manière : il est actuellement détenu à l'hôpital psychiatrique de Dublin, à la suite des sévices qu'il a endurés.

La presse irlandaise a été muselée, les deux seuls journaux ayant publié des lettres critiquant les autorités et le tribunal dans cette affaire se voyant lourdement condamnés pour « outrage au tribunal ». La presse internationale se tait. Le Mouvement Républicain ne veut plus entendre parler de ces transfuges. Les rares militants du Comité de défense des Murray sont en butte à la fois aux poursuites des autorités et à l'hostilité des militants qu'ils peuvent joindre. Eux-mêmes républicains pour la plupart, ils considèrent que l'anarchisme des Murray est l'élément le plus indéfendable d'un dossier déjà difficile : s'il est dur de survivre physiquement en Irlande pour un militant anarchiste face aux appareils républicains, il est pratiquement impossible d'y survivre politiquement.

Trop anarchistes pour plaire aux anti-impérialistes chevronnés, trop républicains malgré tout pour répondre aux exigences des militants libertaires européens, trop irlandais en un mot pour rentrer dans les catégories mentales de notre militantisme familier, les Murray vont mourir, ou connaître cette mort vivante qu'est la réclusion perpétuelle. Avec eux, c'est la flamme libertaire, si hésitante et vacillante en Irlande, occultée par leurs proches eux-mêmes, que le pouvoir a décidé d'étouffer.

P. L.

Pour ceux que ce problème intéresse, rappelons les rares études valables parues en France à ce sujet : La rumeur irlandaise de J.-P. Carasso (Ed. Champ Libre, 1970) ; le numéro spécial des *Temps Modernes* de juin 1972 (n° 311, réalisé par des camarades proches d'I.C.O.) ; et *Le drame de l'Irlande* de M. Goldring (Bordas, coll. « Connaissances », 1972), stalinien mais honnête.